

**Bureau de l'environnement
et du développement durable**
Affaire suivie par : **Philippe COMBA**
Tél : 04 94 18 81 76
Mél : philippe.comba@var.gouv.fr

Toulon, le 18 septembre 2024

A-UD83-2024-0526

BORDEREAU D'ENVOI

A

- Madame la DREAL-PACA
 - Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
- Madame la sous-préfète de Draguignan

Indication des pièces	Nombre	Observations
<u>Objet</u> : Arrêté complémentaire du 16 septembre 2024, actant la prolongation d'une année supplémentaire (jusqu'au 3 octobre 2025) de la durée de l'exploitation des installations de la société SAS ETS ALAIN SIMON, au lieu-dit « Les Tuilières des Imberts », sur le territoire de la commune de Flayosc. <u>Pièce jointe</u> : arrêté du 16 septembre 2024	1	Transmis pour : <ul style="list-style-type: none">- attribution : UD-DREAL- information : autres

Pour le préfet
et par délégation,
Le chef de bureau

David DOLIQUE



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

**Arrêté préfectoral complémentaire
portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées
par la SAS ETS ALAIN SIMON , situées sur le territoire de la commune de Flayosc ,
lieu-dit « Les Tuileries des Imberts »**

Le préfet du Var,

- Vu le code de l'Environnement notamment ses articles R181-45 et R181-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHÉ préfet du Var ;
- Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/14/MCI du 12 avril 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié par l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 et l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 ;
- Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002 modifié le 24 novembre 2022, autorisant la société ETS ALAIN SIMON à exploiter une carrière, implantée lieu-dit «Les Tuileries des Imberts », sur le territoire de la commune de Flayosc ;
- Vu la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter déposée le 6 mars 2024 et instruite par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu le porter à connaissance transmis le 24 juin 2024 par la société Ets Alain Simon, portant sur la demande de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière située sur le territoire de la commune de Flayosc lieu-dit «Les tuilières des Imberts » ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 juillet 2024 proposant d'accorder à la société Ets Alain SIMON une prolongation de la durée d'exploitation de sa carrière au lieu dit « La tuillère des Imberts » sur la commune de Flayosc d'une année ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant, dans le cadre de la procédure du contradictoire, en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la société Ets Alain Simon exploite à Flayosc une carrière de roche massive autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002 pour une durée de 20 ans ;

Considérant que suite à un premier porté à connaissance du 31 mars 2020 la société Ets Alain Simon bénéficie de 2 années de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière, soit jusqu'au 3 octobre 2024, par arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2022, dans le respect des limites actuelles fixées par l'autorisation en vigueur ;

Considérant que cette première prolongation n'est pas suffisante pour couvrir les délais d'instruction de la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter déposée le 6 mars 2024 ;

Considérant que la société Ets Alain Simon souhaite prolonger d'une année supplémentaire la durée d'autorisation de la carrière, et la porter au 3 octobre 2025, dans le respect des limites actuelles fixées par l'autorisation en vigueur, afin de maintenir la livraison de ses clients et de son entreprise de travaux publics et de permettre la finalisation de l'instruction du dossier de renouvellement de la carrière pour 30 ans ;

Considérant que la prolongation de la durée d'exploitation demandée consiste en un approfondissement du carreau d'exploitation actuel à un niveau actuellement autorisé, sans autre modification des conditions de l'exploitation ;

Considérant que le projet de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière au lieu-dit « Les Tuilleries des Imberts » sur le territoire de la commune de Flayosc n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs ou nouveaux par rapport à l'étude d'impact initiale ;

Considérant que la demande de prolongation ne constitue donc pas une modification substantielle au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est proposé d'accorder à la société Ets Alain Simon une prolongation de la durée d'exploitation de sa carrière lieu-dit « La tuillère des Imberts » 83 Flayosc de UNE année ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 octobre 2002 restent applicables ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer ces prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire conformément à l'article R181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

Les conditions d'exploitation de la carrière de la société SAS ETS Alain Simon, située lieu dit « Les Tuilleries des Imberts » sur le territoire de la commune de Flayosc autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2002, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Prolongation de la durée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont annulées et remplacées par les suivantes :

«

- L'autorisation est accordée jusqu'au 3 octobre 2025. l'exploitation ne pourra être poursuivie au delà de cette date qu'en vertu d'une nouvelle autorisation d'exploiter. Cette durée inclut la remise en état ;
- La production annuelle sera inférieure à 10 000 tonnes ;
- Les dispositions du présent arrêté s'imposent en complément des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières. »

Article 3 - Garanties financières

Les dispositions de l'article 7.1 et 7.2 de l'arrêté du 3 octobre 2002 sont annulées et remplacées par les suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution des garanties financières dont le montant est fixé à 78 131 euros pour la période du 04 octobre 2024 au 03 octobre 2025.

L'indice TP01 retenu est celui d'avril 2024.

L'exploitant transmet au préfet le document conforme attestant de la constitution des garanties financières dès la notification du présent arrêté et avant le début des travaux d'exploitation de la période de prolongation de la durée d'exploitation. »

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Notification et mesures de publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS ETS Alain Simon dont le siège social est situé au 368, route de Draguignan à Flayosc (83780)

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Flayosc et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Flayosc pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la maire de Flayosc et l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (unité départementale du Var et des Alpes Maritimes) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information au directeur départemental des territoires et de la mer, au directeur général de l'agence régionale de santé (délégation départementale du Var) et au directeur départemental des services d'incendie et de secours du Var et à la sous-préfète de Draguignan.

Fait à Toulon, le

16 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

LUCIEN GIUDICELLI